

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Autorisation d'exploiter un centre de transit, tri,
prétraitement et traitement de déchets industriels et
ménagers dangereux

LE PREFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Société PRAXYVAL à Givry
N° 08-03848

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V
Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement
Vu l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-3957 du 1 septembre 2000 autorisant la société ZOLPAN à exploiter un établissement de fabrication de peintures et autres produits techniques de revêtement et de décor pour le bâtiment sur la commune de Givry, modifié
Vu la demande présentée le 24 septembre 2007, complétée les 26 octobre 2007 et 12 novembre 2007 par la société PRAXYVAL, dont le siège social est situé Route de Chalon - 71640 GIVRY, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, sur le site de l'ancienne usine ZOLPAN, un centre de transit, de tri, de regroupement, de pré-traitement et de traitement de déchets industriels et ménagers dangereux d'une capacité maximale de 40 000 tonnes par an sur le territoire de la commune de Givry,
Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande
Vu la décision en date du 11 décembre 2007 du président du tribunal administratif de Dijon portant désignation du commissaire-enquêteur
Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2007 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du 14 janvier 2008 au 15 février 2008 inclus sur le territoire des communes de Givry, Dracy-le-Fort, Châtenoy-le-Royal et Mellecey,
Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public
Vu les publications en dates des 21 et 29 décembre 2007 de cet avis dans deux journaux locaux
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Givry, Dracy-le-Fort, Châtenoy-le-Royal et Mellecey
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés
Vu le rapport et les propositions en date du 28 mai 2008 de l'inspection des installations classées
Vu l'avis en date du 10 juillet 2008 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ainsi que M. Daniel VILLERET, maire de GIVRY et M. Jean-Pierre MABILON, président de l'association Protection de la Côte chalonnaise
Vu le projet d'arrêté porté le 18 juillet 2008 à la connaissance du demandeur
Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 21 juillet 2008

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT les améliorations apportées par le demandeur à son projet au cours de l'instruction, et notamment l'absence de rejets dans la station communale, le traitement des COV sur chaque rejet susceptible d'en contenir, la mise en place d'un système d'obturation automatique sur le décanteur déshuileur et l'impact paysager ;

CONSIDERANT que l'acceptation des déchets est soumise à une procédure d'acceptation préalable permettant à l'exploitant de connaître et maîtriser la nature des déchets entrant ;

CONSIDERANT les contrôles et vérifications effectués sur les déchets ;

CONSIDERANT que le respect de la réglementation sur les déchets est de nature à garantir une bonne traçabilité de l'activité ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION
ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société PRAXYVAL dont le siège social est situé route de Chalon – 71 640 GIVRY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Givry, à l'adresse du siège social, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° D2B2–00–3957 du 1 septembre 2000 autorisant la société ZOLPAN à exploiter un établissement de fabrication de peintures et autres produits techniques de revêtement et de décor pour le bâtiment sont supprimées.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS
ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Désignation des installations	Nomenclature ICPE rubriques concernées	(AS, A-SB, A, D, NC)	Taille par rapport à la rubrique
Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) Stations de transit	167 a	A	5 000 t/an 20 t/j
Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : c) Traitement par évaporation sous vide c) lavage et broyage d'emballages plastiques et métalliques	167 c	A	30 000 t/an 3 000 t/an total : 108 t/j
Métaux (stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc. : La surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	286	A	Quantité maximale stockée : 77 t Surface maximale utilisée : 200 m ²
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) A) stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	322 A	A	3000 t/an 12 t/j
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) B. traitement : 1 - broyage	322.B.1	A	3000 t/an 12 t/j
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	1432-2-a	A	700 m ³

Désignation des installations	Nomenclature ICPE rubriques concernées	(AS, A-SB, A, D, NC)	Taille par rapport à la rubrique
Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) A.- Installations de simple mélange à froid : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 50 t	1433.A.a	A	77 t
Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 2. installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation capacité : 14 pompes de 54 m ³ /h chacune	1434.2	A	14 pompes de 54 m ³ /h chacune
Déchets provenant d'installations nucléaires de base (installations d'élimination, à l'exception des installations mentionnées aux rubriques 322, 1711 et 1720 et des installations nucléaires de base) ...	2799	A	Compris dans rubrique 167 c
Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) : B – Installés sur un terrain isolé bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers : 2. la quantité entreposée étant supérieure à 30 m ³ mais inférieure ou égale à 150 m ³	98 bis.B.2	D	115 m ³
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j Capacité : 1500 t/an, soit 6 t/j	2661.2.b	D	1500 t/an 6 t/j
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 1. comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant : b) supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW	2920.1.b	D	Réfrigération 283 kW
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 2. dans tous les autres cas : b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	2920.2.b	D	Compression 60 kW
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	2921.2	D	2 installations de puissance unitaire 500 kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section
Givry	n° 55	AA

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Article 1.2.3.1. Surface autorisée

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 27 000 m².

Article 1.2.3.2. Déchets admis

La liste des déchets admis et refusés sur le site fait l'objet de l'annexe 1 au présent arrêté. Cependant la liste des déchets acceptés par filière est la suivante :

1.2.3.2.1 Unité de traitement par évaporation

La liste des déchets admis dans l'unité de traitement par évaporation est la suivante :

Codes	Nature du déchet
07 01 01 – 07 02 01 – 07 04 01 07 05 01 – 07 06 01 – 07 07 01	Eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses (domaine des procédés de la chimie organique) ne contenant pas de solvants organiques

08 01 20	Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis ne contenant pas de solvants organiques
08 02 03	Suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques
08 03 08	Déchets liquides aqueux contenant de l'encre
08 04 16	Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics ne contenant pas de solvants organiques
13 05 07	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
12 01 09	Huiles solubles en émulsion
16 10 01 – 16 10 02	Déchets liquides aqueux

Ces déchets doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- teneur en eau > 90 %
- point d'éclair > 61 °C
- 3 < pH < 12
- extrait sec 105 °C < 8 %
- teneur en chlorure < 1 %
- teneur en PCB < 50 ppm

1.2.3.2.2 Regroupement de déchets

Les déchets admis pour le regroupement font partie de familles suivantes : huiles, solvants, acides, bases, eaux de peintures ne contenant pas de solvant, mélange eaux hydrocarbures.

Avant tout regroupement, un test de compatibilité est réalisé.

1.2.3.2.3 Unité de broyage

Les déchets admis au broyage sont :

- les emballages vides ou souillés ne contenant pas de liquide, en provenance de plates-formes de transit et de regroupement interne ou extérieur au site.
- Les déchets pâteux , dont le produit ne s'écoule pas

Les déchets liquides ne sont pas admis au broyage.

Une procédure prévoit les conditions d'acceptation afin de garantir l'absence de déchets incompatible au niveau du broyage.

Article 1.2.3.3. Origine géographique des déchets

Les déchets ont vocation à venir de l'ensemble du territoire national.

Article 1.2.3.4. Procédure d'acceptation et de contrôle

En plus du respect de la réglementation en matière de déchets, et notamment le titre IV du livre V du code de l'environnement et ces textes d'application, l'exploitant doit :

1.2.3.4.1 Procédure d'acceptation préalable

Préalablement à toute réception de déchets , ceux-ci doivent être soumis à une procédure d'acceptation préalable. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

Cette procédure doit permettre de garantir, pour chaque filière, que seuls les déchets admissibles soient réceptionnés.

Cette procédure doit au minimum prévoir la fourniture des informations suivantes :

- le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet ;
- le processus d'obtention du déchet ;
- une fiche signalétique de sécurité (si elle existe) du produit ou des produits constituant le déchet ;
- le conditionnement au niveau de l'industriel ;
- les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement ;
- une analyse pertinente du déchet.

Par ailleurs, l'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

1.2.3.4.2 Echantillonnage et analyses

L'exploitant devra disposer systématiquement d'analyses complètes d'identification des déchets.

Il peut être fait appel en tant que de besoin, à des moyens extérieurs : producteur, destinataire final ou laboratoire spécialisé.

L'exploitant prélève un échantillon par lot d'un même producteur de tout arrivage et de tout enlèvement.

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, notamment par l'inspecteur des installations classées, l'exploitant doit archiver les échantillons et les conserver trois mois après le départ du déchet concerné.

1.2.3.4.3 Réception et enlèvement des déchets

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement ;
- procède à des tests d'identification permettant de s'assurer que le déchet réceptionné est bien conforme à celui attendu ;
- prélève un échantillon représentatif.

1.2.3.4.4 Particularité

Les Déchets Toxiques en Quantité Dispersée réceptionnés sur le site, provenant de la collecte sélective auprès des particuliers ou des déchetteries peuvent être réceptionnés sans respecter toutes les dispositions des points 1.2.3.4.1 à 1.2.3.4.3. Dans ce cas, ils devront rester sous la surveillance physique de personnes compétentes nommément désignées jusqu'à l'identification et le tri de ces déchets.

Plus généralement, tout déchets en emballages fermés est pris en charge par du personnel formé, encadré de personnes compétentes nommément désignées.

Article 1.2.3.5. Contrôle des véhicules

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu. Il vérifie que le déchargement de chaque véhicule a bien été effectué complètement.

Lors de chaque dépotage de vrac, la cuve de la citerne est nettoyée et les eaux de lavage seront directement récupérées et stockées dans la cuve contenant le déchet véhiculé, ou envoyées en centre de destruction autorisé.

L'exploitant doit s'assurer que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière.

Il doit refuser tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

Article 1.2.3.6. Lavage et nettoyage

Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions quittant le centre soient propres.

Article 1.2.3.7. transvasement

1°) Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

2°) - Moyens de transvasement

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur ...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

Article 1.2.3.8. identification

Indépendamment des dispositions de l'article 7.5.2, les fûts et autres emballages mobiles arrivant sur le site portent en caractères très lisibles la date d'entrée sur le centre, le nom du producteur, la désignation des produits ou déchets.

Les produits en transit portent également le nom du centre de traitement prévu.

Article 1.2.3.9. Stockage

Tous les déchets présents sur le site sont entreposés à l'abri des eaux météoriques.

L'aménagement doit permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts et conteneur.

Les bennes ont une affectation précise et sont clairement identifiées. L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque benne.

L'empilement des fûts ou conteneur est limité à 2 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 1 hauteur dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages doit être assurée.

L'exploitant débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé ou fuyard dès sa détection.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Une unité de traitement des effluents liquides aqueux, comprenant :
 - Trois cuves de stockage de chacune 100 m³, contenant les effluents à traiter
 - Deux installations d'évaporation constituées chacune d'un réacteur de stripping, d'un prétraitement assurant la neutralisation et le déshuilage et un évaporateur
 - Deux cuves de stockage de 30 m³ chacune, contenant le concentrât
 - Deux cuves de 100 m³, contenant le distillat
- Une unité de lavage
- Une unité de broyage, comprenant :
 - Un broyeur de 110 kW, de capacité maximale de 25 t/h, pour les récipients plastiques
 - Un broyeur de 75 kW, de capacité maximale 3 t/h, pour les emballages métalliques et les déchets pâteux
- Un laboratoire
- Une unité de tri des déchets diffus
- Une unité de regroupement, comprenant :
 - Une cuve de 30 m³ pour le stockage des eaux de peinture,
 - Une cuve de 12 m³ pour les mélanges eaux hydrocarbures,
 - Une cuve de 40 m³ pour les mélanges d'huiles solubles,
 - Une cuve de 40 m³ pour le circuit de lavage des emballages,
 - Une cuve de 40 m³ pour les huiles entières,
 - Une cuve de 36 m³ pour les solvants,
 - Une cuve de 25 m³ pour les bases,
 - Une cuve de 30 m³ pour les acides.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION**ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT**ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

L'installation est située à plus de 100 mètres d'une habitation, de zones destinées à l'habitation par des documents opposables aux tiers et d'établissements recevant du public. L'exploitant peut se garantir du maintien de l'isolement par rapport aux tiers par contrats, conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site le cas échéant.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement .

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Le dossier de demande d'autorisation est actualisé à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est une activité industrielle.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
13/12/04	Arrêté relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
24/12/02	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
30/08/85	Circulaire DPP/SEI n° 4311 du 30 août 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Installations de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 .– GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la

commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...).

Une haie d'arbre sera aménagée pour le 31 décembre 2008 afin de masquer les installations de la cour Est au regard des promeneurs fréquentant la "voie verte".

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, durant une période de cinq années au minimum ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.6.6.	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 9.2.4	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle
Article 9.4.1.	Bilans et rapports annuels	Annuel
Article 9.4.2	Bilans quadriennal	Le premier dans un délai de deux ans après la signature du présent arrêté, puis tous les quatre ans
Article 9.4.3.	Bilan de fonctionnement	Tous les dix ans

Le déclenchement confirmé d'une alarme du portique de détection de la radioactivité fait l'objet d'une information, sans délai de l'inspection des installations classées. Un rapport précisant les actions mises en œuvre à la suite de ce déclenchement est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOIS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Les événements des cuves, ainsi que les ventilations des locaux susceptibles de contenir des composés organiques volatils sont collectés et traités, par exemple par des filtres à charbon actif, en vue de respecter les dispositions de l'article 3.2.

L'installation de combustion est composée de :

Installations	Puissance	Combustible	Hauteur du point de rejet	Diamètre du point de rejet	Vitesse minimum d'éjection
chaudière	575 kW	gaz	9,5	300 mm	5 m/s

Article 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET ET VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS ET FLUX DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux journalier	Débit maximum
Poussières	30 mg/Nm ³	3 kg/j	4500 mg/Nm ³
COV totaux	20 mg/Nm ³	2 kg/j	4500 mg/Nm ³
COV R40 halogénés	2 mg/Nm ³	0,2 kg/j	4500 mg/Nm ³
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61	2 mg/Nm ³	0,2 kg/j	4500 mg/Nm ³

Les COV sont les composés organiques volatiles ramenés en carbone total.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel
Réseau public	300 m ³

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DU RESEAU D'EAU POTABLE

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux internes et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées, désignées E P ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et systèmes de confinement désignées E C ;
- les eaux résiduaires d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc... désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° ED 1
Nature des effluents	eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau public d'assainissement
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de la commune de Givry

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP 1
Coordonnées ou autre repérage cartographique (Lambert II étendu)	
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées
Exutoire du rejet	Milieu naturel
	Eaux de toiture; aucun.
Traitement avant rejet	Eau issues des aires de circulation et de stockage : passage par un décanteur-déshuileur, équipé d'un système d'obturation automatique.
Milieu naturel récepteur	Fossé menant à la rivière l'Orbise

ARTICLE 4.3.5. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.5.1. Conception

Rejet dans le milieu naturel :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Rejet dans la station communale :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.5.2. Aménagement

4.3.5.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.5.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.5.3. Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

ARTICLE 4.3.6. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.7. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT (EU)

Les réseaux de collecte sont conçus pour collecter séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduelles correspondent aux distillats issus du traitement par les évaporateurs. Ils sont éliminés comme des déchets sur une installation adaptée pour les recevoir. Leur élimination fait l'objet d'une traçabilité par exemple par l'intermédiaire des bordereaux de suivi des déchets. Tout changement du mode de traitement de cet effluent devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au préfet, avec tous les éléments d'appréciation, dans les formes prévues par l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ses éléments comprendront au minimum, si le choix d'un traitement en interne était envisagé, l'acceptabilité du rejet dans le milieu, la définition du ou des points de rejets, la caractérisation du milieu, les performances garanties du système de traitement et sa situation par rapport aux meilleures techniques disponibles.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX DOMESTIQUES (ED)

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES (EC)

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, qui peuvent être internes. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES (EP)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° EP 1

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	15
DCO	125
DBO5	25
Hydrocarbures	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 18350 m²

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-152 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées par le présent arrêté, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-49 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation de déchets est interdite. L'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets produits par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Nature des déchets	quantité maximale annuelle	
	Production totale	dont pouvant être traité à l'intérieur de l'établissement
Distillat	20 000 m ³	aucun
concentrat	3 000 m ³	aucun
Emballages souillés issus du regroupement	100 t	aucun
Effluents de lavage	8 500 m ³	8 500 m ³
Boues	1 000 m ³	aucun
Egouttures	1 000 m ³	1 000 m ³ , si compatible
Déchets de laboratoire	1 m ³	Selon caractéristiques
Déchets d'entretien des équipements	1 t	aucun
Entretien du déboureur-déshuileur	10 m ³	Selon caractéristiques
Déchets de bureaux	10 t	Aucun
Déchets ménagers et assimilés	10 t	aucun

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du Code de l'Environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatifs, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

ARTICLE 5.1.9. AGREMENT DES INSTALLATIONS ET VALORISATION DES DECHETS D'EMBALLAGES

Le présent arrêté vaut agrément au titre des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du Code de l'Environnement (ex décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 (J.O. du 21 juillet 1994)) dans les conditions suivantes :

NATURE DES EMBALLAGES	PROVENANCE INTERNE/EXTERNE	QUANTITE MAXIMALE ADMISE	CONDITIONS DE VALORISATION
Emballages métalliques et plastiques	Externe	2700 t	Valorisation matière
Emballages plastiques et métalliques	Externe	300 t	Valorisation énergétique

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en

annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec la signature d'un contrat similaire à celui mentionné ci-dessus. Si le repreneur est l'exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Pendant une période de 5 ans doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du Code de l'Environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement)
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre est porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point P1	70 dB (A)	60 dB (A)
Point P2	50 dB (A)	41 dB (A)
Point P3	63 dB (A)	52 dB (A)
Point P4	70 dB (A)	60 dB (A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.1. , dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies dans le dossier de demande d'autorisation, les points P1 à P4 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une procédure prévoit la gestion des alarmes pendant et en dehors de la présence du personnel sur le site.

Article 7.2.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Les abords des bâtiments sont aménagés afin de permettre l'accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7.2.2. BATIMENTS ET LOCAUX

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Dans les bâtiments de stockage ou d'utilisation de produits susceptibles en cas d'accident de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, toutes les parois sont de propriété REI120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'une ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.2.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.2.5. SEISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.2.6. CHAUFFERIE

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention ou des bureaux des quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que ceux prévus pour les locaux dans lesquels ils circulent ou sont situés.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans la chaufferie. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Les consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

ARTICLE 7.3.5. SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 7.3.5.1. Equipement fixe de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Article 7.3.5.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 $\mu\text{Sv/h}$.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

La conduite à tenir en cas de déclenchement du portique fait l'objet d'une procédure tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées et rédigée en conformité avec la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du présent article. Le déclenchement d'une alarme sur le portique de détection de la radioactivité fait l'objet d'une information dans les conditions définies au chapitre 2.7 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.4.1. LISTE DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.4.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDES

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 7.4.3. GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée et tient ces éléments à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.4. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES POUVANT ETRE A L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux engagements pris dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Détecteurs incendie :

Dans les lieux de stockages de produits inflammables et les installations de broyage, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation de ces activités, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

La conduite à tenir en cas de déclenchement d'une alarme est prévue dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Avant le démarrage des installations, l'exploitant s'assure du bon état de toutes les rétentions, et si nécessaire, mène les travaux utiles pour se faire.

ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

L'exploitant procède ou fait procéder au minimum à une inspection visuelle par an des cuves et réservoirs et à une épreuve hydraulique tous les 10 ans avec une surpression d'au moins 0,3 bar.

Les cuves et réservoirs sont régulièrement débarrassés des dépôts ou tartres.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, y compris les déchets, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs et cuves sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ils sont équipés également de limiteur de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOYENS D'INTERVENTION

L'exploitant dispose à minima de :

- deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m et distant entre eux de 150 maximum,
- une réserve d'eau constituée au minimum de 100 m³, constitué par le stockage du distillat,
- des extincteurs à poudre ABC ou à eau additivée, judicieusement répartis, avec un minimum d'un appareil pour 200 m² et de telle sorte que la distance à parcourir pour atteindre un extincteur ne dépasse pas 15 m,

- des robinets d'incendie armés conforme aux normes en vigueur, disposés de manière que chaque zone d'exploitation soit atteinte efficacement par trois jets de lance,
- un système d'extinction automatique sur chacun des deux broyeurs,
- des appareils respiratoires isolants

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

L'exploitant transmet dans le mois suivant la signature du présent arrêté, et à chaque mise à jour, les plans suivants (format A3) à M. le Chef du Groupement CENTRE, Centre d'Incendie et de Secours de CHALON SUR SAONE, 4 rue Raoul Ponchon, 71100 CHALON SUR SAONE, en vue de permettre à ce dernier d'élaborer un plan d'établissement répertorié :

- le plan de masse.
- le plan de situation,
- les plans détaillés par zone.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une procédure prévoit la gestion des alarmes pour les différents scénarii pendant et en dehors de la présence de personnels.

ARTICLE 7.6.6. PLAN D'INTERVENTION

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre.

Ce document définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

Une « fiche réflexe » est établie en liaison avec les Services d'Incendie et de Secours ainsi qu'avec le service gestionnaire de la voirie départementale indiquant notamment les modalités d'alerte de ces services en cas de sinistre et les mesures particulières à prendre. Elle prévoit les dispositions nécessaires au recueil des eaux d'extinction d'incendie.

En cas d'intervention des secours publics pour secours à personnes ou incendie, un accueil doit être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assure un guidage vers la zone d'intervention.

ARTICLE 7.6.7. SYSTEME DE CONFINEMENT

Un système est aménagé de façon à diriger tout écoulement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux pluviales, vers une capacité de rétention d'un volume suffisamment dimensionné. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.

Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre du système de rétention doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont signalés par des panneaux visibles en permanence par les secours.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations visées par la rubrique 2921.

CHAPITRE 8.2 INSTALLATION DE TRAITEMENT PAR EVAPORATION

ARTICLE 8.2.1. GESTION

Les déchets entrant destinés à cette activité ne doivent pas séjourner sur le site plus de 7 jours avant d'être traités.

Les déchets issus du traitement ne peuvent séjourner plus d'une semaine avant d'être éliminés dans un centre extérieur autorisé pour cela.

ARTICLE 8.2.2. SECURITE

Avant toute opération, l'exploitant s'assure de la disponibilité de tous les organes de sécurité définis dans l'étude des dangers.

Un système de sécurité automatique assure l'arrêt et la mise en sécurité de l'installation au cas où les cuves recevant le concentrât ou celles recevant le distillats sont pleines. Ce système est testé périodiquement.

CHAPITRE 8.3 INSTALLATION DE TRAITEMENT DES PATEUX

ARTICLE 8.3.1. GESTION

Les déchets entrant destinés à cette activité ne doivent pas séjourner sur le site plus de 48 heures avant d'être traités.

Les déchets issus du traitement ne peuvent séjourner plus d'une semaine avant d'être éliminés dans un centre extérieur autorisé pour cela.

ARTICLE 8.3.2. INERTAGE

Le broyeur utilisé par le traitement des déchets pâteux est inerté à l'azote. L'absence ou un défaut dans le système d'inertage entraîne de manière automatique l'arrêt de l'installation.

CHAPITRE 8.4 INSTALLATION DE TRAITEMENT DES EMBALLAGES

ARTICLE 8.4.1. ACCEPTATION

Seuls les emballages ayant contenu des huiles, des solvants, des hydrocarbures, des tensioactifs, des lessiviels, des acides ou des bases, et tout emballage rincé et égoutté sont acceptés dans l'unité de traitement. Les emballages non conformes seront éliminés dans une installation autorisée.

ARTICLE 8.4.2. GESTION

Les déchets entrant destinés à cette activité ne doivent pas séjourner sur le site plus de 48 heures avant d'être traités.

Les déchets issus du traitement ne peuvent séjourner plus d'un mois avant d'être éliminés dans un centre extérieur autorisé pour cela.

CHAPITRE 8.5 INSTALLATION DE REGROUPEMENT

ARTICLE 8.5.1. GESTION DES CUVES

Chaque cuve doit être vidée à chaque enlèvement.

L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve.

Des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulations. Les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés.

L'exploitant n'ajoute un déchet dans une cuve qu'après s'être assuré de sa compatibilité avec les autres déchets.

CHAPITRE 8.6 INSTALLATION DE TRANSIT

Le stockage en fût ou conteneur est limité à 160 fûts ou 32 m³.

La durée du stockage ne doit pas excéder 90 jours.

L'empilement est limité à deux hauteurs. La stabilité mécanique de stockage doit être assurée.

L'aménagement doit permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts ou conteneur.

CHAPITRE 8.7 ENTREPOT DE STOCKAGE

ARTICLE 8.7.1. AMENAGEMENT DE L'ENTREPOT

Cet entrepôt est séparé du reste des installations par des murs coupe feu 2 heures au minimum.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Une détection automatique d'incendie est obligatoire dans les cellules contenant des produits dangereux. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des aires de transformation doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est à proscrire.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires de transformation.

Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés. De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

ARTICLE 8.7.2. IMPLANTATION DES STOCKAGES DE PRODUITS TOXIQUES

Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.

ARTICLE 8.7.3. EXPLOITATION DES STOCKAGES DE PRODUITS TOXIQUES

Les substances ou préparations toxiques présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité doivent être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres substances ou préparations ou matériaux présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité. L'espace resté libre peut être éventuellement occupé par un stockage de produits ininflammables et non toxiques.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne devra pas excéder 5 mètres dans le bâtiment.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins 1 mètre entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.

Les substances ou préparations toxiques doivent être stockées ou manipulées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Les mesures portent sur tous les rejets susceptible d'émettre des COV. L'exploitant fait procéder à ces mesures selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
COV totaux	Annuel	Normes en vigueur
COV R40 halogénés	Annuel	Normes en vigueur
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61	Annuel	Normes en vigueur

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sur le réseau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° EP1		
DCO DBO5 MES Hydrocarbures totaux	Prélèvements représentatifs sur 24 heures	trimestrielle

Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
DCO DBO5 MES Hydrocarbures totaux	annuelle

Article 9.2.3.2. Effets sur l'environnement :

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué de 3 piézomètres et d'un puits implantés conformément au plan joint en annexe. Ceux-ci doivent être accessibles en toute circonstance et maintenus en bon état.

Cette surveillance comporte un relevé du niveau piézométrique des eaux et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci-après :

Point de prélèvement	Fréquence	Paramètres
Les 3 piézomètres et le puits situés conformément au plan joint en annexe	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Arsenic, chrome total, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, cadmium, hydrocarbures totaux, solvants aromatiques (BTEX + styrène), solvants chlorés (COHV) DBO5, DCO, phénols
Les 3 piézomètres et le puits situés conformément au plan joint en annexe	1 fois par mois pendant un an puis 2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Relevé des niveaux piézométriques,

Les prélèvements d'échantillons et les analyses doivent être effectués selon un protocole reconnu. Les analyses doivent être menées conformément aux normes AFNOR, applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.

ARTICLE 9.2.4. SUIVI DES DÉCHETS

Les registres concernant les déchets reçus et produits sont tenus conformément à la réglementation en vigueur, en fonction de chacune des filières de traitement.

L'exploitant réalise mensuellement un bilan matière sur les produits et les déchets entrants et sortants du site, permettant une bonne traçabilité de son activité.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Les résultats de ces contrôles sont conservés de manière à pouvoir disposer d'au moins trois mesures. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin du premier mois de l'année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2 de l'année précédente. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au CHAPITRE 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. RAPPORTS ANNUELS

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. L'exploitant adresse également ce dossier à la commission locale d'information et de surveillance de son installation, si elle existe.

ARTICLE 9.4.2. BILAN QUADRIENNAL (EAUX SOUTERRAINES)

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan de la surveillance des eaux souterraines prévue à l'article 9.2.3.2 :

Ce dossier fait apparaître l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi conformément à l'Article 9.3.1. ,
- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

ARTICLE 9.4.3. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement. Le bilan est à fournir à la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;

- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une analyse des meilleures techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement
- des propositions d'amélioration de la protection de l'environnement par mise en oeuvre de techniques répondant aux meilleures techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en oeuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant.
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;

TITRE 10 MESURES EXECUTOIRES

CHAPITRE 10.1 NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

CHAPITRE 10.2 EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, M. le maire de Givry, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de CHALON SUR SAONE,
- M. le maire de GIVRY,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la directrice départementale de l'équipement à MACON,
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt à MACON,
- Mme la directrice régionale de l'environnement à DIJON,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales à MACON,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à MACON,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à MACON,
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile à MACON,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, 206 rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 1^{er} août 2008

Le Préfet



Michel LALANDE

SOMMAIRE

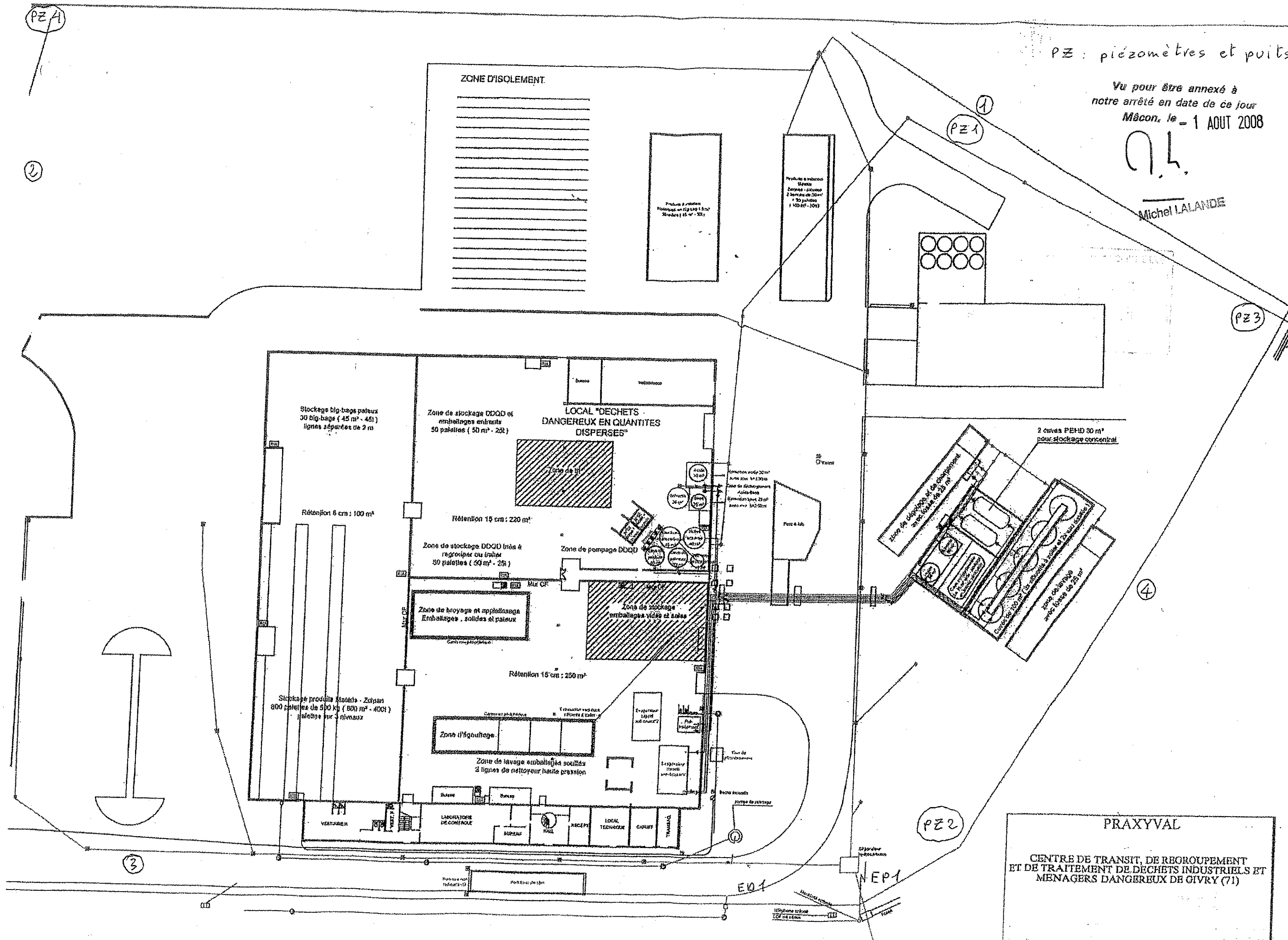
TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	2
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION.....	2
Article 1.1.1. <i>Exploitant titulaire de l'autorisation</i>	2
Article 1.1.2. <i>Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....</i>	2
Article 1.1.3. <i>Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....</i>	2
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	2
Article 1.2.1. <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</i>	2
Article 1.2.2. <i>Situation de l'établissement</i>	3
Article 1.2.3. <i>Autres limites de l'autorisation</i>	3
Article 1.2.4. <i>Consistance des installations autorisées</i>	6
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	6
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION	6
Article 1.4.1. <i>Durée de l'autorisation</i>	6
CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT	6
Article 1.5.1. <i>IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE</i>	6
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	7
Article 1.6.1. <i>Porter à connaissance</i>	7
Article 1.6.2. <i>Mise à jour du dossier de demande d'autorisation.....</i>	7
Article 1.6.3. <i>Equipements abandonnés</i>	7
Article 1.6.4. <i>Transfert sur un autre emplacement.....</i>	7
Article 1.6.5. <i>Changement d'exploitant</i>	7
Article 1.6.6. <i>Cessation d'activité</i>	7
CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS	7
CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	8
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	8
TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....	8
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	8
Article 2.1.1. <i>Objectifs généraux</i>	8
Article 2.1.2. <i>Consignes d'exploitation</i>	9
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	9
Article 2.2.1. <i>Reserves de produits</i>	9
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	9
Article 2.3.1. <i>Propreté</i>	9
Article 2.3.2. <i>Esthétique</i>	9
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	9
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	9
Article 2.5.1. <i>Déclaration et rapport</i>	9
CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	9
CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION	10
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	10
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	10
Article 3.1.1. <i>Dispositions générales</i>	10
Article 3.1.2. <i>Pollutions accidentelles</i>	10
Article 3.1.3. <i>Odeurs</i>	10
Article 3.1.4. <i>Voies de circulation</i>	11
Article 3.1.5. <i>Emissions diffuses et envols de poussières</i>	11
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET	11
Article 3.2.1. <i>Dispositions générales</i>	11
Article 3.2.2. <i>Conduits et installations raccordées</i>	11
Article 3.2.3. <i>CONDITIONS GENERALES DE REJET ET Valeurs limites des concentrations ET FLUX dans les rejets atmosphériques</i>	11
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	12
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	12
Article 4.1.1. <i>ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU</i>	12
Article 4.1.2. <i>Protection du réseau d'eau potable</i>	12
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	12
Article 4.2.1. <i>Dispositions générales</i>	12
Article 4.2.2. <i>Plan des réseaux</i>	12
Article 4.2.3. <i>Entretien et surveillance</i>	12
Article 4.2.4. <i>Protection des réseaux internes à l'établissement</i>	12

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	13
Article 4.3.1. Identification des effluents	13
Article 4.3.2. Collecte des effluents	13
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	13
Article 4.3.4. Localisation des points de rejet.....	13
Article 4.3.5. CONCEPTION, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	14
Article 4.3.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	14
Article 4.3.7. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement (EU)	14
Article 4.3.8. GESTION des eaux domestiques (ED)	14
Article 4.3.9. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EC)	15
Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales (EP)	15
TITRE 5 - DECHETS.....	15
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION	15
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets	15
Article 5.1.2. Séparation des déchets	15
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	15
Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	16
Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	16
Article 5.1.6. Transport	16
Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement.....	16
Article 5.1.8. Emballages industriels.....	16
Article 5.1.9. Agrément des installations et valorisation des déchets d'emballages.....	16
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	17
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES	17
Article 6.1.1. Aménagements.....	17
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	17
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	17
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	18
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	18
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit.....	18
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS	18
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	18
CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES	18
Article 7.1.1. Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement.....	18
Article 7.1.2. ZonageS internes à l'établissement.....	18
CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	19
Article 7.2.1. Accès et circulation dans l'établissement	19
Article 7.2.2. Bâtiments et locaux	19
Article 7.2.3. Installations électriques – mise à la terre.....	19
Article 7.2.4. Protection contre la foudre.....	20
Article 7.2.5. Séismes	20
Article 7.2.6. CHAUFFERIE.....	20
CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS.....	20
Article 7.3.1. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	20
Article 7.3.2. Interdiction de feux	21
Article 7.3.3. Formation du personnel.....	21
Article 7.3.4. Travaux d'entretien et de maintenance.....	21
Article 7.3.5. substances radioactives	21
CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES	22
Article 7.4.1. Liste de mesures de maîtrise des risques.....	22
Article 7.4.2. Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	22
Article 7.4.3. GESTION DES ANOMALIES ET DEFAILLANCES DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES	22
Article 7.4.4. Surveillance et détection des zones pouvant être a l'origine de risques.....	23
CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	23
Article 7.5.1. Organisation de l'établissement.....	23
Article 7.5.2. Etiquetage des substances et préparations dangereuses	23
Article 7.5.3. Rétentions.....	23
Article 7.5.4. Réservoirs.....	24
Article 7.5.5. Règles de gestion des stockages en rétention	24
Article 7.5.6. Stockage sur les lieux d'emploi.....	24
Article 7.5.7. Transports - chargements - déchargements.....	24
Article 7.5.8. Elimination des substances ou préparations dangereuses.....	24
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	24

Article 7.6.1. Définition générale des moyens.....	24
Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention.....	24
Article 7.6.3. Ressources en eau ET MOYENS D'INTERVENTION.....	24
Article 7.6.4. Consignes de sécurité.....	25
Article 7.6.5. Consignes générales d'intervention.....	25
Article 7.6.6. plan d'intervention.....	25
Article 7.6.7. système de confinement.....	26
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	26
CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE	26
CHAPITRE 8.2 INSTALLATION DE TRAITEMENT PAR EVAPORATION.....	26
Article 8.2.1. gestion	26
Article 8.2.2. sécurité.....	26
CHAPITRE 8.3 INSTALLATION DE TRAITEMENT DES PATEUX.....	26
Article 8.3.1. gestion	26
Article 8.3.2. inertage.....	26
CHAPITRE 8.4 INSTALLATION DE TRAITEMENT DES EMBALLAGES	26
Article 8.4.1. acceptation	26
Article 8.4.2. gestion	26
CHAPITRE 8.5 INSTALLATION DE REGROUPEMENT	27
Article 8.5.1. Gestion des cuves	27
CHAPITRE 8.6 INSTALLATION DE TRANSIT.....	27
CHAPITRE 8.7 ENTREPOT DE STOCKAGE.....	27
Article 8.7.1. aménagement de l'entrepôt.....	27
Article 8.7.2. Implantation des stockages de produits toxiques	27
Article 8.7.3. Exploitation des stockages de produits toxiques	28
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	28
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	28
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	28
Article 9.1.2. mesures comparatives.....	28
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	28
Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques	28
Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau.....	29
Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux	29
Article 9.2.4. SUIVI des déchets	29
Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores.....	30
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	30
Article 9.3.1. Actions correctives.....	30
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	30
CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES	30
Article 9.4.1. RAPPORTS annuelS.....	30
Article 9.4.2. Bilan quadriennal (EAUX SOUTERRAINES).....	30
Article 9.4.3. Bilan de fonctionnement (ensemble des rejets chroniques et accidentels).....	30
TITRE 10 MESURES EXECUTOIRES.....	31
CHAPITRE 10.1 NOTIFICATION ET PUBLICITE	31
CHAPITRE 10.2 EXECUTION ET COPIES	31

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le - 1 AOUT 2008

~~Michel LALANDE~~



PZ 4

2

PZ : piézomètres et puits

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 1 AOUT 2008

Q.L.

Michel LALANDE

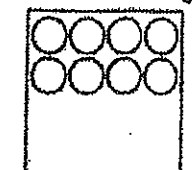
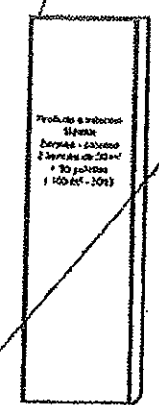
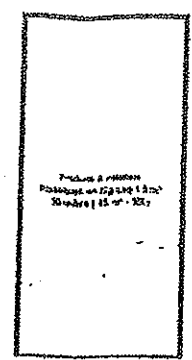
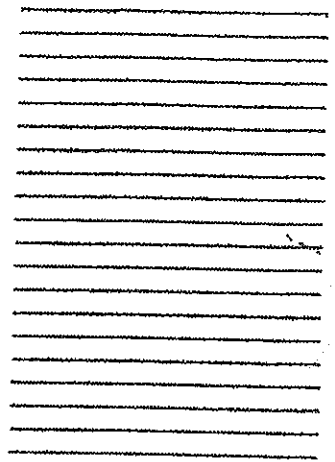
PZ 3

4

PZ 2

3

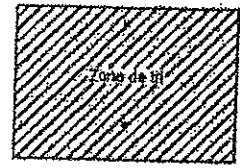
ZONE D'ISOLEMENT



Stockage big-bags palette
30 big-bags (45 m² - 45 t)
lignes séparées de 2 m

Zone de stockage DDDQ et
emballages entrants
50 palettes (50 m² - 25 t)

LOCAL "DECHETS
DANGEREUX EN QUANTITES
DISPERSEES"



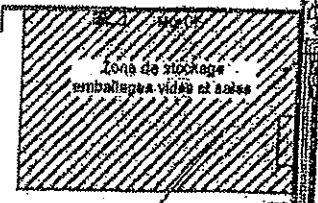
Rétention 5 cm : 100 m³

Rétention 15 cm : 220 m³

Zone de stockage DDDQ triée à
regrouper ou trier
50 palettes (50 m² - 25 t)

Zone de pompage DDDQ

Zone de broyage et aplatissement
Emballages, solides et pâteux

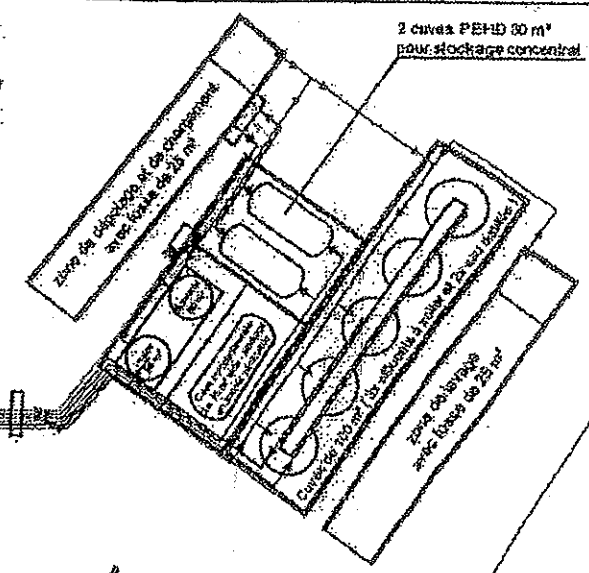
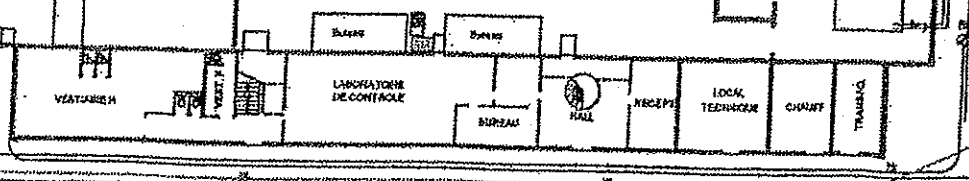


Rétention 15 cm : 250 m³

Stockage produits solides - Zolpan
800 palettes de 500 kg (500 m² - 400 t)
palette sur 3 niveaux

Zone d'égouttage

Zone de lavage emballages solides
3 lignes de nettoyeur haute pression



2 cuves PEHD 30 m³
pour stockage concentré

PRAXYVAL
CENTRE DE TRANSIT, DE REGROUPEMENT
ET DE TRAITEMENT DE DECHETS INDUSTRIELS ET
MENAGERS DANGEREUX DE GIVRY (71)

LISTE DES DECHETS AUTORISES ET REFUSES

La nomenclature utilisée est celle de l'annexe 2 de l'article R 541.8 du code de l'environnement

Michel LALANDE

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
01	DECHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRURES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINERAUX :		
01 01	Déchets provenant de l'extraction des minéraux		
01 01 01	déchets provenant de l'extraction des minéraux métallifères ;		X
01 01 02	déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères.		X
01 03	Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères		
01 03 04	stériles acidogènes provenant de la transformation du sulfure.		X
01 03 05	autres stériles contenant des substances dangereuses ;		X
01 03 06	stériles autres que ceux visés aux rubriques 01 03 04 et 01 03 05 ;		X
01 03 07	autres déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères ;		X
01 03 08	déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07 ;		X
01 03 09	boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07 ;		X
01 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
01 04	Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères :		
01 04 07	déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères ;		X
01 04 08	déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;		X
01 04 09	déchets de sable et d'argile ;		X
01 04 10	déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;		X
01 04 11	déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;		X
01 04 12	stériles et autres déchets, provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11 ;		X
01 04 13	déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;		X
01 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
01 05	Boues de forage et autres déchets de forage :		
01 05 04	boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce ;	X	
01 05 05	boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures ;	X	
01 05 06	boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses ;		X
01 05 07	boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 ;		X
01 05 08	boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 ;		X
01 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
02	DECHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PECHE AINSI QUE DE LA PREPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS		
02 01	Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche :		
02 01 01	boues provenant du lavage et du nettoyage ;		X
02 01 02	déchets de tissus animaux ;		X
02 01 03	déchets de tissus végétaux ;		X
02 01 04	déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages) ;		X
02 01 06	fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site ;		X
02 01 07	déchets provenant de la sylviculture ;	X	
02 01 08	déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses ;	X	
02 01 09	déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 08 ;	X	
02 01 10	déchets métalliques ;		X
02 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 02	Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale :		
02 02 01	boues provenant du lavage et du nettoyage ;		X
02 02 02	déchets de tissus animaux ;		X
02 02 03	matières impropres à la consommation ou à la transformation ;		X
02 02 04	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 03	Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses :		
02 03 01	boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation ;		X
02 03 02	déchets d'agents de conservation ;	X	
02 03 03	déchets de l'extraction aux solvants ;	X	
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation ;		X
02 03 05	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 04	Déchets de la transformation du sucre		
02 04 01	terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves ;		X
02 04 02	carbonate de calcium déclassé ;		X
02 04 03	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 05	Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers :		

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
02 05 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation ;		X
02 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 06	Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie ;		
02 06 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation ;		X
02 06 02	déchets d'agents de conservation ;	X	
02 06 03	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
02 07	Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao) :		
02 07 01	déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières ;		X
02 07 02	déchets de la distillation de l'alcool ;		X
02 07 03	déchets de traitements chimiques ;	X	
02 07 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation ;		X
02 07 05	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
02 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
03	DECHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PATE A PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON :		
03 01	Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles :		
03 01 01	déchets d'écorce et de liège ;	X	
03 01 04	sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses	X	
03 01 05	sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04 ;	X	
03 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
03 02	Déchets des produits de protection du bois :		
03 02 01	composés organiques non halogénés de protection du bois ;	X	
03 02 02	composés organochlorés de protection du bois ;	X	
03 02 03	composés organométalliques de protection du bois ;	X	
03 02 04	composés inorganiques de protection du bois ;	X	
03 02 05	autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses ;	X	
03 02 99	produits de protection du bois non spécifiés ailleurs.	X	
03 03	Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier :		
03 03 01	déchets d'écorce et de bois ;		X
03 03 02	boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson) ;		X
03 03 05	boues de désencrage provenant du recyclage du papier ;	X	
03 03 07	refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton ;	X	
03 03 08	déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage ;	X	
03 03 09	boues carbonatées ;		X
03 03 10	refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique ;	X	
03 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10 ;		X
04	DECHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE :		
04 01	Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure :		
04 01 01	déchets d'écharnage et refentes ;	X	
04 01 02	résidus de pelanage ;	X	
04 01 03	déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide ;	X	
04 01 04	liqueur de tannage contenant du chrome ;	X	
04 01 05	liqueur de tannage sans chrome ;	X	
04 01 06	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome ;		X
04 01 07	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome ;		X
04 01 08	déchets de cuir tanné (refentes sur bleu, dérayures, échantillonnages, poussières de ponçage), contenant du chrome ;	X	
04 01 09	déchets provenant de l'habillage et des finitions ;	X	
04 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
04 02	Déchets de l'industrie textile ;		
04 02 09	matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère) ;	X	
04 02 10	matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire) ;	X	
04 02 14	déchets provenant des finitions contenant des solvants organiques ;	X	
04 02 15	déchets provenant des finitions autres que ceux visés à la rubrique 04 02 14 ;	X	
04 02 16	teintures et pigments contenant des substances dangereuses ;	X	
04 02 17	teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16 ;	X	
04 02 19	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;		X
04 02 20	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19 ;		X
04 02 21	fibres textiles non ouvrées ;	X	
04 02 22	fibres textiles ouvrées ;	X	
04 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
05	DECHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PETROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON :		
05 01	Déchets provenant du raffinage du pétrole ;		
05 01 02	boues de dessalage ;	X	
05 01 03	boues de fond de cuves ;	X	
05 01 04	boues d'alkyles acides ;	X	
05 01 05	hydrocarbures accidentellement répandus ;	X	
05 01 06	boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements ;		
05 01 07	goudrons acides ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCÉPTE	REFUSE
05 01 08	autres goudrons et bitumes ;	X	
05 01 09	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
05 01 10	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09 ;	X	
05 01 11	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases ;	X	
05 01 12	hydrocarbures contenant des acides ;	X	
05 01 13	boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières ;	X	
05 01 14	déchets provenant des colonnes de refroidissement ;	X	
05 01 15	argiles de filtration usées ;	X	
05 01 16	déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole ;	X	
05 01 17	mélanges bitumineux ;	X	
05 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
05 06	Déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon :		
05 06 01	goudrons acides ;	X	
05 06 03	autres goudrons ;	X	
05 06 04	déchets provenant des colonnes de refroidissement ;	X	
05 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
05 07	Déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel :		
05 07 01	déchets contenant du mercure ;	X	
05 07 02	déchets contenant du soufre ;	X	
05 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	X	
06	DECHETS DES PROCEDES DE LA CHIMIE MINERALE :		
06 01	Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides :		
06 01 01	acide sulfurique et acide sulfureux ;	X	
06 01 02	acide chlorhydrique ;	X	
06 01 03	acide fluorhydrique ;	X	
06 01 04	acide phosphorique et acide phosphoreux ;	X	
06 01 05	acide nitrique et acide nitreux ;	X	
06 01 06	autres acides ;	X	
06 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 02	Déchets provenant de la FFDU de bases :		
06 02 01	hydroxyde de calcium ;	X	
06 02 03	hydroxyde d'ammonium ;	X	
06 02 04	hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium ;	X	
06 02 05	autres bases ;	X	
06 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 03	Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques ;		
06 03 11	sels solides et solutions contenant des cyanures ;	X	
06 03 13	sels solides et solutions contenant des métaux lourds ;	X	
06 03 14	sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13 ;	X	
06 03 15	oxydes métalliques contenant des métaux lourds ;	X	
06 03 16	oxydes métalliques autres que ceux visés à la rubrique 06 03 15 ;	X	
06 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 04	Déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03 :		
06 04 03	déchets contenant de l'arsenic ;	X	
06 04 04	déchets contenant du mercure ;	X	
06 04 05	déchets contenant d'autres métaux lourds ;	X	
06 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 05	Boues provenant du traitement in situ des effluents :		
06 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
06 05 03	boues provenant du traitement in situ des effluents autres, que celles visées à la rubrique 06 05 02.	X	
06 06	Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration ;		
06 06 02	déchets contenant des sulfures dangereux ;	X	
06 06 03	déchets contenant des sulfures autres que ceux visés à la rubrique 06 06 02 ;	X	
06 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 07	Déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes :		
06 07 01	déchets contenant de l'amiante provenant de l'électrolyse ;	X	
06 07 02	déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore ;	X	
06 07 03	boues de sulfate de baryum contenant du mercure ;	X	
06 07 04	solutions et acides, par exemple, acide de contact ;	X	
06 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 08	Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium ;		
06 08 02	déchets contenant des chlorosilanes dangereux ;	X	
06 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 09	Déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore ;		
06 09 02	scories phosphoriques ;	X	
06 09 03	déchets de réactions basées sur le calcium contenant des substances dangereuses ou contaminées par de telles substances ;	X	
06 09 04	déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03 ;	X	
06 09 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 10	Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais ;		
06 10 02	déchets contenant des substances dangereuses ;	X	
06 10 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 11	Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants :		
06 11 01	déchets de réactions basées sur le calcium provenant de la production de dioxyde de titane ;	X	
06 11 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
06 13	Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs :		
06 13 01	produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides ;	X	
06 13 02	charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02) ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCORTE	REFUSE
06 13 03	noir de carbone ;	X	
06 13 04	déchets provenant de la transformation de l'amiante ;	X	
06 13 05	suies ;	X	
06 13 99	déchets non spécifiés ailleurs.		
07	DECHETS DES PROCEDES DE LA CHIMIE ORGANIQUE :		
07 01	Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base :		
07 01 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 01 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 01 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 01 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;		
07 01 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 01 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 01 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 01 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 01 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11 ;	X	
07 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
07 02	Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques ;		
07 02 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 02 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 02 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 02 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 02 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 02 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 02 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 02 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 02 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11 ;	X	
07 02 13	déchets plastiques ;	X	
07 02 14	déchets provenant d'additifs contenant des substances dangereuses ;	X	
07 02 15	déchets provenant d'additifs autres que ceux visés à la rubrique 07 02 14 ;	X	
07 02 16	déchets contenant des silicones dangereux ;	X	
07 02 17	déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16 ;	X	
07 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
07 03	Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11) :		
07 03 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 03 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 03 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 03 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 03 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 03 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 03 10	autres gâteau de filtration et absorbants usés ;	X	
07 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 03 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11 ;	X	
07 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
0704	Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides :		
07 04 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 04 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 04 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 04 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 04 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 04 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 04 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 04 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 04 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11 ;	X	
07 04 13	déchets solides contenant des substances dangereuse ;	X	
07 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
07 05	Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques ;		
07 05 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 05 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 05 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 05 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 05 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 05 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 05 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 05 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 05 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11 ;	X	
07 05 13	déchets solides contenant des substances dangereuses ;	X	
07 05 14	déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13 ;	X	
07 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
07 06	Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques ;		
07 06 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;	X	
07 06 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 06 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 06 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 06 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 06 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 06 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 06 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
07 06 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11 ;	X	
07 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
07 07	Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs :		
07 07 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;		
07 07 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;	X	
07 07 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;	X	
07 07 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;	X	
07 07 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation ;	X	
07 07 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;	X	
07 07 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;	X	
07 07 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
07 07 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11 ;	X	
07 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
08	Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression :		
08 01	Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis :		
08 01 11	déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;	X	
08 01 12	déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11 ;	X	
08 01 13	boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;	X	
08 01 14	boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13 ;	X	
08 01 15	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;	X	
08 01 16	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15 ;	X	
08 01 17	déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;	X	
08 01 18	déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17 ;	X	
08 01 19	suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;	X	
08 01 20	suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19 ;	X	
08 01 21	déchets de décapants de peintures ou vernis ;	X	
08 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
08 02	Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques) :		
08 02 01	déchets de produits de revêtement en poudre ;	X	
08 02 02	boues aqueuses contenant des matériaux céramiques ;	X	
08 02 03	suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques ;	X	
08 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
08 03	Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression :		
08 03 07	boues aqueuses contenant de l'encre ;	X	
08 03 08	déchets liquides aqueux contenant de l'encre ;	X	
08 03 12	déchets d'encres contenant des substances dangereuses ;	X	
08 03 13	déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12 ;	X	
08 03 14	boues d'encre contenant des substances dangereuses ;	X	
08 03 15	boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14 ;	X	
08 03 16	déchets de solutions de gravure à l'eau forte	X	
08 03 17	déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses ;	X	
08 03 18	déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17 ;	X	
08 03 19	huiles dispersées ;	X	
08 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
08 04	Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité) :		
08 04 09	déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;	X	
08 04 10	déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09 ;	X	
08 04 11	boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;	X	
08 04 12	boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11 ;	X	
08 04 13	boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;	X	
08 04 14	boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13 ;	X	
08 04 15	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;	X	
08 04 16	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15 ;	X	
08 04 17	huiles de résine ;	X	
08 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
08 05	Déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08 :		
08 05 01	déchets d'isocyanates.	X	
09	DECHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE :		
09 01	Déchets de l'industrie photographique :		
09 01 01	bains de développement aqueux contenant un activateur ;	X	
09 01 02	bains de développement aqueux pour plaques offset ;	X	
09 01 03	bains de développement contenant des solvants ;	X	
09 01 04	bains de fixation ;	X	
09 01 05	bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
09 01 06	déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques ;	X	
09 01 07	pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent ;	X	
09 01 08	pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent ;	X	
09 01 10	appareils photographiques à usage unique sans piles ;	X	
09 01 11	appareils photographiques à usage unique contenant des piles visées aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 ;	X	
09 01 12	appareils photographiques à usage unique contenant des piles autres que ceux visés à la rubrique 09 01 11 ;	X	
09 01 13	déchets liquides aqueux provenant de la récupération in situ de l'argent autres que ceux visés à la rubrique 09 01 06 ;	X	
09 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
10	DECHETS PROVENANT DE PROCÉDES THERMIQUES :		
10 01	Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19) :		
10 01 01	mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04) ;	X	
10 01 02	cendres volantes de charbon ;	X	
10 01 03	cendres volantes de tourbe et de bois non traité ;	X	
10 01 04	cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures ;	X	
10 01 05	déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée ;	X	
10 01 07	boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée ;	X	
10 01 09	acide sulfurique ;	X	
10 01 13	cendres volantes provenant d'hydrocarbures émulsifiés employés comme combustibles ;	X	
10 01 14	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses ;		X
10 01 15	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14 ;		X
10 01 16	cendres volantes provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses ;		X
10 01 17	cendres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16 ;		X
10 01 18	déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses ;		
10 01 19	déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18 ;	X	
10 01 20	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;		X
10 01 21	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20 ;		X
10 01 22	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses ;		X
10 01 23	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22 ;		
10 01 24	sables provenant de lits fluidisés ;		X
10 01 25	déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon ;		X
10 01 26	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement ;	X	
10 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
10 02	Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier :		
10 02 01	déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries ;		X
10 02 02	laitiers non traités ;		X
10 02 07	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 02 08	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07 ;		X
10 02 10	battitures de laminoin ;		X
10 02 11	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 02 12	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11 ;		X
10 02 13	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 02 14	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13		X
10 02 15	autres boues et gâteaux de filtration ;		X
10 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 03	Déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium ;		
10 03 02	déchets d'anodes ;		X
10 03 04	scories provenant de la production primaire ;		X
10 03 05	déchets d'alumine ;		X
10 03 08	scories salées de production secondaire ;		X
10 03 09	crasses noires de production secondaire ;		X
10 03 15	écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;		X
10 03 16	écumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15 ;		X
10 03 17	déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes ;		X
10 03 18	déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17 ;		X
10 03 19	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 03 20	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19 ;		X
10 03 21	autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses ;		X
10 03 22	autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21 ;		X
10 03 23	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 03 24	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23 ;		X
10 03 25	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTE	REFUSE
10 03 26	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25		X
10 03 27	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 03 28	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27 ;		
10 03 29	déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires contenant des substances dangereuses ;		X
10 03 30	déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29 ;		X
10 03 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 04	Déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb :		
10 04 01	scories provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 04 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 04 03	arséniate de calcium ;		X
10 04 04	poussières de filtration des fumées ;		X
10 04 05	autres fines et poussières ;		X
10 04 06	déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;		
10 04 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 04 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 04 10	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09 ;		X
10 04 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 05	Déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc ;		
10 05 01	scories provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 05 03	poussières de filtration des fumées ;		
10 05 04	autres fines et poussières ;		X
10 05 05	déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 05 06	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 05 08	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 05 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08 ;		X
10 05 10	crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;		X
10 05 11	crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10 ;		X
10 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.		
10 06	Déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre :		
10 06 01	scories provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 06 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 06 03	poussières de filtration des fumées ;		X
10 06 04	autres fines et poussières ;		X
10 06 06	déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 06 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 06 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 06 10	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09 ;		X
10 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 07	Déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine :		
10 07 01	scories provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 07 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 07 03	déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 07 04	autres fines et poussières ;		X
10 07 05	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 07 07	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 07 08	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 07 07 ;		X
10 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 08	Déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux ;		
10 08 04	fines et poussières ;		X
10 08 08	scories salées provenant de la production primaire et secondaire ;		X
10 08 09	autres scories ;		X
10 08 10	crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;		X
10 08 11	crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10 ;		X
10 08 12	déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes ;		X
10 08 13	déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12 ;		X
10 08 14	déchets d'anode ;		X
10 08 15	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 08 16	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15 ;		X
10 08 17	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		
10 08 18	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17		
10 08 19	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;		X
10 08 20	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19 ;		
10 08 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 09	Déchets de fonderie de métaux ferreux :		
10 09 03	laitiers de four de fonderie ;		X
10 09 05	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses ;		X

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
10 09 06	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05 ;		X
10 09 07	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses ;		X
10 09 08	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07 ;		X
10 09 09	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 09 10	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09 ;		X
10 09 11	autres fines contenant des substances dangereuses ;		X
10 09 12	autres fines non visées à la rubrique 10 09 11 ;		X
10 09 13	déchets de liants contenant des substances dangereuses ;		X
10 09 14	déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13 ;		X
10 09 15	révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses ;		X
10 09 16	révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15 ;		X
10 09 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 10	Déchets de fonderie de métaux non ferreux :		
10 10 03	laitiers de four de fonderie ;		X
10 10 05	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 06	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05 ;		X
10 10 07	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 08	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07 ;		X
10 10 09	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 10	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09 ;		X
10 10 11	autres fines contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 12	autres fines non visées à la rubrique 10 10 11 ;		X
10 10 13	déchets de liants contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 14	déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13 ;		X
10 10 15	révélateur de cliques usagé contenant des substances dangereuses ;		X
10 10 16	révélateur de cliques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15 ;		X
10 10 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 11	Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers :		
10 11 03	déchets de matériaux à base de fibre de verre ;	X	
10 11 05	fines et poussières ;	X	
10 11 09	déchets de préparation avant cuisson contenant des substances dangereuses ;		X
10 11 10	déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09 ;		X
10 11 11	petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple, tubes cathodiques) ;	X	
10 11 12	déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11 ;	X	
10 11 13	boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses ;		X
10 11 14	boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13 ;		X
10 11 15	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 11 16	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15 ;		X
10 11 17	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 11 18	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17 ;		X
10 11 19	déchets solides provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;		X
10 11 20	déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19 ;		X
10 11 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 12	Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction :		
10 12 01	déchets de préparation avant cuisson ;		X
10 12 03	fines et poussières ;		X
10 12 05	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 12 06	moules déclassés ;		X
10 12 08	déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson) ;		X
10 12 09	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 12 10	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09 ;		X
10 12 11	déchets d'émaillage contenant des métaux lourds ;		X
10 12 12	déchets d'émaillage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11 ;		X
10 12 13	boues provenant du traitement in situ des effluents ;		X
10 12 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 13	Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés :		
10 13 01	déchets de préparation avant cuisson ;		X
10 13 04	déchets de calcination et d'hydratation de la chaux ;		X
10 13 06	fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13) ;		X
10 13 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;		X
10 13 09	déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment contenant de l'amiante ;		X
10 13 10	déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment autres que ceux visés à la rubrique 10 13 09 ;		X
10 13 11	déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10 ;		X
10 13 12	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;		X
10 13 13	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12 ;		X
10 13 14	déchets et boues de béton ;		X
10 13 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
10 14	Déchets de crématoires :		
10 14 01	déchets provenant de l'épuration des fumées contenant du mercure		X

CODE	NATURE DU DECHET	ACCORTE	REFUSE
11	DECHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVETEMENT DES METAUX ET AUTRES MATERIAUX, ET DE L'HYDROMETALLURGIE DES METAUX NON FERREUX :		
11 01	Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) :		
11 01 05	acides de décapage ;	X	
11 01 06	acides non spécifiés ailleurs ;	X	
11 01 07	bases de décapage ;	X	
11 01 08	boues de phosphatation ;	X	
11 01 09	boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses ;	X	
11 01 10	boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09 ;	X	
11 01 11	liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses ;	X	
11 01 12	liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11 ;	X	
11 01 13	déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses ;	X	
11 01 14	déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13 ;	X	
11 01 15	éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses ;	X	
11 01 16	résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;	X	
11 01 98	autres déchets contenant des substances dangereuses ;		
11 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
11 02	Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux :		
11 02 02	boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite) ;	X	
11 02 03	déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse ;	X	
11 02 05	déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre contenant des substances dangereuses ;	X	
11 02 06	déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05 ;	X	
11 02 07	autres déchets contenant des substances dangereuses ;	X	
11 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
11 03	boues et solides provenant de la trempe ;		
11 03 01	Déchets cyanurés ;	X	
11 03 02	autres déchets.	X	
11 05	Déchets provenant de la galvanisation à chaud ;		
11 05 01	mattes ;	X	
11 05 02	cendres de zinc ;	X	
11 05 03	déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;	X	
11 05 04	flux utilisé ;	X	
11 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
12	DECHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MECANIQUE DE SURFACE DES METAUX ET MATIERES PLASTIQUES :		
12 01	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques :		
12 01 01	limaille et chutes de métaux ferreux ;	X	
12 01 02	fines et poussières de métaux ferreux ;	X	
12 01 03	limaille et chutes de métaux non ferreux ;	X	
12 01 04	fines et poussières de métaux non ferreux ;	X	
12 01 05	déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage ;	X	
12 01 06	huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) ;	X	
12 01 07	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) ;	X	
12 01 08	émulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes ;	X	
12 01 09	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes ;	X	
12 01 10	huiles d'usinage de synthèse ;	X	
12 01 12	déchets de cires et graisses ;	X	
12 01 13	déchets de soudure ;	X	
12 01 14	boues d'usinage contenant des substances dangereuses ;	X	
12 01 15	boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14 ;	X	
12 01 16	déchets de grenailage, contenant des substances dangereuses ;		
12 01 17	déchets de grenailage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16 ;	X	
12 01 18	boues métalliques (provenant du meulage et de l'affûtage) contenant des hydrocarbures ;	X	
12 01 19	huiles d'usinage facilement biodégradables ;	X	
12 01 20	déchets de meulage et matériaux de meulage contenant des substances dangereuses ;	X	
12 01 21	déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20 ;	X	
12 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
12 03	Déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11) :		
12 03 01	liquides aqueux de nettoyage ;	X	
12 03 02	déchets du dégraissage à la vapeur.	X	
13	HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGES (SAUF HUILES ALIMENTAIRES ET HUILES FIGURANT AUX CHAPITRES 05, 12 ET 19)		
13 01	Huiles hydrauliques usagées :		
13 01 01	huiles hydrauliques contenant des PCB (1) ;		X
13 01 04	autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions) ;	X	
13 01 05	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions) ;	X	
13 01 09	huiles hydrauliques chlorées à base minérale ;	X	
13 01 10	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale ;	X	
13 01 11	huiles hydrauliques synthétiques ;	X	
13 01 12	huiles hydrauliques facilement biodégradables ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCORTE	REFUSE
13 01 13	autres huiles hydrauliques.	X	
13 02	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées ;		
13 02 04	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale ;	X	
13 02 05	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale ;	X	
13 02 06	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques ;	X	
13 02 07	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables ;		
13 02 08	autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification.	X	
13 03	Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés ;		
13 03 01	huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB ;		X
13 03 06	huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01 ;	X	
13 03 07	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale ;	X	
13 03 08	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques ;	X	
13 03 09	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables ;	X	
13 03 10	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs.	X	
13 04	Hydrocarbures de fond de cale		
13 04 01	hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale ;	X	
13 04 02	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles ;		
13 04 03	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation.	X	
13 05	Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures ;		
13 05 01	déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures ;	X	
13 05 02	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;		
13 05 03	boues provenant de déshuileurs ;	X	
13 05 06	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;	X	
13 05 07	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;	X	
13 05 08	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures.	X	
13 07	Combustibles liquides usagés ;		
13 07 01	fioul et gazole ;		
13 07 02	essence ;	X	
13 07 03	autres combustibles (y compris mélanges).		
13 08	Huiles usagées non spécifiées ailleurs :		
13 08 01	boues ou émulsions de dessalage ;	X	
13 08 02	autres émulsions ;	X	
13 08 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
14	DECHETS DE SOLVANTS ORGANIQUES, D'AGENTS REFRIGERANTS ET PROPULSEURS (SAUF CHAPITRES 07 ET 08) :		
14 06	Déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques :		
14 06 01	chlorofluorocarbones, HCFC, HFC ;	X	
14 06 02	autres solvants et mélanges de solvants halogénés ;	X	
14 06 03	autres solvants et mélanges de solvants ;	X	
14 06 04	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés ;	X	
14 06 05	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants.	X	
15	EMBALLAGES ET DECHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATERIAUX FILTRANTS ET VETEMENTS DE PROTECTION NON SPECIFIES AILLEURS :		
15 01	Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) :		
15 01 01	emballages en papier/carton ;	X	
15 01 02	emballages en matières plastiques ;	X	
15 01 03	emballages en bois ;	X	
15 01 04	emballages métalliques ;		
15 01 05	emballages composites ;	X	
15 01 06	emballages en mélange ;	X	
15 01 07	emballages en verre ;	X	
15 01 09	emballages textiles ;	X	
15 01 10	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ;	X	
15 01 11	emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple, amiante), y compris des conteneurs à pression vides.	X	
15 02	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection :		
15 02 02	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses ;	X	
15 02 03	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02.	X	
16	DECHETS NON DECRITS AILLEURS DANS LA LISTE :		
16 01	Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08) :		
16 01 03	pneus hors d'usage ;		X
16 01 04	véhicules hors d'usage ;		X
16 01 06	véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux ;		X
16 01 07	filtres à huile ;	X	
16 01 08	composants contenant du mercure ;	X	
16 01 09	composants contenant des PCB ;		X
16 01 10	composants explosifs (par exemple, coussins gonflables de sécurité) ;		X
16 01 11	patins de freins contenant de l'amiante ;	X	
16 01 12	patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11 ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCÉPTE	REFUSE
16 01 13	liquides de frein ;	X	
16 01 14	antigels contenant des substances dangereuses ;	X	
16 01 15	antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14 ;	X	
16 01 16	réservoirs de gaz liquéfié ;		X
16 01 17	métaux ferreux ;	X	
16 01 18	métaux non ferreux ;	X	
16 01 19	matières plastiques ;	X	
16 01 20	verre ;	X	
16 01 21	composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14 ;	X	
16 01 22	composants non spécifiés ailleurs ;	X	
16 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
16 02	Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques :		
16 02 09	transformateurs et accumulateurs contenant des PCB ;		X
16 02 10	équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09 ;		X
16 02 11	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC ;	X	
16 02 12	équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre ;		X
16 02 13	équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (2) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12 ;	X	
16 02 14	équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13 ;	X	
16 02 15	composants dangereux retirés des équipements mis au rebut ;	X	
16 02 16	composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15.	X	
16 03	Loupes de fabrication et produits non utilisés :		
16 03 03	déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses ;	X	
16 03 04	déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03 ;	X	
16 03 05	déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses ;	X	
16 03 06	déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05.	X	
16 04	Déchets d'explosifs :		
16 04 01	déchets de munitions ;		X
16 04 02	déchets de feux d'artifices ;		X
16 04 03	autres déchets d'explosifs..		X
16 05	Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut :		
16 05 04	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses ;	X	
16 05 05	gaz en récipients à pression autres que ceux visés à la rubrique 16 05 04 ;	X	
16 05 06	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire ;	X	
16 05 07	produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut ;	X	
16 05 08	produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut ;	X	
16 05 09	produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08.	X	
16 06	Piles et accumulateurs :		
16 06 01	accumulateurs au plomb ;	X	
16 06 02	accumulateurs Ni-Cd ;	X	
16 06 03	piles contenant du mercure ;	X	
16 06 04	piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03) 16 06 05 autres piles et accumulateurs ;	X	
16 06 05	autres piles et accumulateurs	X	
16 06 06	électrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément.	X	
16 07	Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13) :		
16 07 08	déchets contenant des hydrocarbures ;	X	
16 07 09	déchets contenant d'autres substances dangereuses ;	X	
16 07 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
16 08	Catalyseurs usés :		
16 08 01	catalyseurs usés contenant de l'or, de l'argent, du rhénium, du rhodium, du palladium ; de l'iridium ou du platine (sauf rubrique 16 08 07) ;		
16 08 02	catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition (3) dangereux ;	X	
16 08 03	catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs ;	X	
16 08 04	catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07) ;	X	
16 08 05	catalyseurs usés contenant de l'acide phosphorique ;	X	
16 08 06	liquides usés employés comme catalyseurs ;	X	
16 08 07	catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses.		
16 09	Substances oxydantes :		
16 09 01	permanganates, par exemple, permanganate de potassium ;	X	
16 09 02	chromates, par exemple, chromate de potassium, dichromate de sodium ou de potassium ;	X	
16 09 03	peroxydes, par exemple, peroxyde d'hydrogène ;	X	
16 09 04	substances oxydantes non spécifiées ailleurs.	X	
16 10	Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site :		
16 10 01	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses ;	X	
16 10 02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 ;	X	
16 10 03	concentrés aqueux contenant des substances dangereuses ;	X	
16 10 04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03.	X	
16 11	Déchets de revêtements de fours et réfractaires :		
16 11 01	revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses ;		X
16 11 02	revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01 ;		X
16 11 03	autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques contenant des substances dangereuses ;		X

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
16 11 04	autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03 ;		X
16 11 05	revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses ;		X
16 11 06	revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05.		X
17	DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLLITION (Y COMPRIS DEBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)		
17 01	Béton, briques, tuiles et céramiques :		
17 01 01	béton ;	X	
17 01 02	briques ;	X	
17 01 03	tuiles et céramiques ;	X	
17 01 06	mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses ;	X	
17 01 07	mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06.	X	
17 02	Bois, verre et matières plastiques ;		
17 02 01	bois ;	X	
17 02 02	verre ;	X	
17 02 03	matières plastiques ;	X	
17 02 04	bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances.	X	
17 03	Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés :		
17 03 01	mélanges bitumineux contenant du goudron ;	X	
17 03 02	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 ;	X	
17 03 03	goudron et produits goudronnés.	X	
17 04	Métaux (y compris leurs alliages) :		
17 04 01	cuivre, bronze, laiton ;	X	
17 04 02	aluminium ;	X	
17 04 03	plomb ;	X	
17 04 04	zinc ;	X	
17 04 05	fer et acier ;	X	
17 04 06	étain ;	X	
17 04 07	métaux en mélange ;	X	
17 04 09	déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses ;	X	
17 04 10	câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses ;	X	
17 04 11	câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10.	X	
17 05	Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage :		
17 05 03	terres et cailloux contenant des substances dangereuses ;		X
17 05 04	terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ;	X	
17 05 05	boues de dragage contenant des substances dangereuses ;		X
17 05 06	boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05 ;		X
17 05 07	ballast de voie contenant des substances dangereuses ;	X	
17 05 08	ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07.		X
17 06	Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante :		
17 06 01	matériaux d'isolation contenant de l'amiante ;		X
17 06 03	autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses ;		X
17 06 04	matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03 ;		X
17 06 05	matériaux de construction contenant de l'amiante.		X
17 08	Matériaux de construction à base de gypse :		
17 08 01	matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses ;		X
17 08 02	matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01.		X
17 09	Autres déchets de construction et de démolition :		
17 09 01	déchets de construction et de démolition contenant du mercure ;		X
17 09 02	déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple, mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB) ;		X
17 09 03	autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	X	
17 09 04	déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03.	X	
18	DECHETS PROVENANT DES SOINS MEDICAUX OU VETERINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIEE (SAUF DECHETS DE CUISINE ET DE RESTAURATION NE PROVENANT PAS DIRECTEMENT DES SOINS MEDICAUX) :		
18 01	Déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme :		
18 01 01	objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 01 03) ;		X
18 01 02	déchets anatomiques et organes, y compris sacs de sang et réserves de sang (sauf rubrique 18 01 03) ;		X
18 01 03	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection ;		X
18 01 04	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes) ;		X
18 01 06	produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses ;	X	
18 01 07	produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 01 06 ;	X	
18 01 08	médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;		X
18 01 09	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08 ;	X	
18 01 10	déchets d'amalgame dentaire.		X
18 02	Déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux :		
18 02 01	objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 02 02) ;		X

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
18 02 02	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection ;		X
18 02 03	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection ;		X
18 02 05	produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses ;	X	
18 02 06	produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 02 05 ;	X	
18 02 07	médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;		X
18 02 08	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07.	X	
19	DECHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS, DES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES HORS SITE ET DE LA PREPARATION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU A USAGE INDUSTRIEL :		
19 01	Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets :		
19 01 02	déchets de déferrailage des mâchefer ;	X	
19 01 05	gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées ;	X	
19 01 06	déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux ;		X
19 01 07	déchets secs de l'épuration des fumées ;	X	
19 01 10	charbon actif usé de l'épuration des gaz de fumées ;	X	
19 01 11	mâchefer contenant des substances dangereuses ;		X
19 01 12	mâchefer autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11 ;		X
19 01 13	cendres volantes contenant des substances dangereuses ;		X
19 01 14	cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13 ;		X
19 01 15	cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses ;		X
19 01 16	cendres sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15 ;		X
19 01 17	déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses ;		X
19 01 18	déchets de pyrolyse autres que ceux visés à la rubrique 19 01 17 ;		X
19 01 19	sables provenant de lits fluidisés ;		X
19 01 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
19 02	Déchets provenant des traitements physicochimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation) :		
19 02 03	déchets prémélangés composés seulement de déchets non dangereux ;	X	
19 02 04	déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux ;	X	
19 02 05	boues provenant des traitements physicochimiques contenant des substances dangereuses ;	X	
19 02 06	boues provenant des traitements physicochimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05 ;	X	
19 02 07	hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation ;	X	
19 02 08	déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses ;	X	
19 02 09	déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses ;	X	
19 02 10	déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09 ;	X	
19 02 11	autres déchets contenant des substances dangereuses ;	X	
19 02 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
19 03	Déchets stabilisés/solidifiés (4) :		
19 03 04	déchets catalogués comme dangereux, partiellement (5) stabilisés ;	X	
19 03 05	déchets stabilisés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 04 ;	X	
19 03 06	déchets catalogués comme dangereux, solidifiés ;	X	
19 03 07	déchets solidifiés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 06.	X	
19 04	Déchets vitrifiés et déchets provenant de la fabrication :		
19 04 01	déchets vitrifiés ;		X
19 04 02	cendres volantes et autres déchets du traitement des gaz de fumée ;		X
19 04 03	phase solide non vitrifiée ;		X
19 04 04	déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés.		X
19 05	Déchets de compostage :		
19 05 01	fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés ;		X
19 05 02	fraction non compostée des déchets animaux et végétaux ;		X
19 05 03	compost déclassé ;		X
19 05 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
19 06	Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets :		
19 06 03	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux ;		X
19 06 04	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux ;		X
19 06 05	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux ;		X
19 06 06	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux ;		X
19 06 99	déchets non spécifiés ailleurs.		X
19 07	Lixiviats de décharges :		
19 07 02	lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses ;		X
19 07 03	lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02.		X
19 08	Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs		
19 08 01	déchets de dégrillage ;	X	
19 08 02	déchets de dessablage ;	X	
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines ;	X	
19 08 06	résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;	X	
19 08 07	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions ;	X	
19 08 08	déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds ;	X	
19 08 09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires ;	X	
19 08 10	mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09	X	
19 08 11	boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles ;	X	
19 08 12	boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11 ;	X	
19 08 13	boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
19 08 14	boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13;	X	
19 08 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
19 09	Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel :		
19 09 01	déchets solides de première filtration et de dégrillage ;	X	
19 09 02	boues de clarification de l'eau ;	X	
19 09 03	boues de décarbonatation ;	X	
19 09 04	charbon actif usé ;	X	
19 09 05	résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;	X	
19 09 06	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions ;	X	
19 09 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
19 10	Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux :		
19 11 01	déchets de fer ou d'acier ;	X	
19 10 02	déchets de métaux non ferreux ;	X	
19 10 03	fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses ;	X	
19 10 04	fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03 ;	X	
19 10 05	autres fractions contenant des substances dangereuses ;	X	
19 10 06	autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05.	X	
19 11	Déchets provenant de la régénération de l'huile :		
19 11 01	argiles de filtration usées ;	X	
19 11 02	goudrons acides ;	X	
19 11 03	déchets liquides aqueux ;	X	
19 11 04	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases ;	X	
19 11 05	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;	X	
19 11 06	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05 ;	X	
19 11 07	déchets provenant de l'épuration des gaz de combustion ;	X	
19 11 99	déchets non spécifiés ailleurs.	X	
19 12	Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs :		
19 12 01	papier et carton ;	X	
19 12 02	métaux ferreux ;	X	
19 12 03	métaux non ferreux ;	X	
19 12 04	matières plastiques et caoutchouc ;	X	
19 12 05	verre ;	X	
19 12 06	bois contenant des substances dangereuses ;	X	
19 12 07	bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 ;	X	
19 12 09	minéraux (par exemple : sable, cailloux) ;	X	
19 12 10	déchets combustibles (combustible issu de déchets) ;	X	
19 12 11	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses ;	X	
19 12 12	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11.	X	
19 13	Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines :		
19 13 01	déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses ;		X
19 13 02	déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01 ;		X
19 13 03	boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses ;	X	
19 13 04	boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03 ;	X	
19 13 05	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses ;	X	
19 13 06	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05 ;	X	
19 13 07	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses ;	X	
19 13 08	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 07.	X	
20	DECHETS MUNICIPAUX (DECHETS MENAGERS ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS) Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTEES SEPARÉMENT :		
20 01	Fractions collectées séparément (sauf section 15 01) ;		
20 01 01	papier et carton ;	X	
20 01 02	verre ;	X	
20 01 08	déchets de cuisine et de cantine biodégradables ;		X
20 01 10	vêtements ;	X	
20 01 11	textiles ;	X	
20 01 13	solvants ;	X	
20 01 14	acides ;	X	
20 01 15	déchets basiques ;	X	
20 01 17	produits chimiques de la photographie ;	X	
20 01 19	pesticides ;	X	
20 01 21	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure ;	X	
20 01 23	équipements mis au rebut contenant des chloro-fluorocarbones ;	X	
20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires ;	X	
20 01 26	huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25 ;	X	
20 01 27	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses ;	X	
20 01 28	peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27 ;	X	
20 01 29	détergents contenant des substances dangereuses ;	X	
20 01 30	détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29 ;	X	

CODE	NATURE DU DECHET	ACCEPTÉ	REFUSE
20 01 31	médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;	X	
20 01 32	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31 ;	X	
20 01 33	piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles ;	X	
20 01 34	piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33 ;	X	
20 01 35	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux (6) autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 ;	X	
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35 ;	X	
20 01 37	bois contenant des substances dangereuses ;	X	
20 01 38	bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 ;	X	
20 01 39	matières plastiques ;	X	
20 01 40	métaux ;	X	
20 01 41	déchets provenant du ramonage de cheminée ;	X	
20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs.		X
20 02	Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) :	X	
20 02 01	déchets biodégradables ;		
20 02 02	terres et pierres ;		X
20 02 03	autres déchets non biodégradables.		X
20 03	Autres déchets municipaux :		X
20 03 01	déchets municipaux en mélange ;		
20 03 02	déchets de marchés ;		X
20 03 03	déchets de nettoyage des rues ;		X
20 03 04	boues de fosses septiques ;		X
20 03 06	déchets provenant du nettoyage des égouts ;		X
20 03 07	déchets encombrants ;		X
20 03 99	déchets municipaux non spécifiés ailleurs.	X	
			X